



HAL
open science

Le rôle des émigrés d'Europe centrale et orientale dans les opérations clandestines occidentales de la première Guerre froide (1943-1958)

Gérald Arboit

► **To cite this version:**

Gérald Arboit. Le rôle des émigrés d'Europe centrale et orientale dans les opérations clandestines occidentales de la première Guerre froide (1943-1958). *Revue d'histoire diplomatique*, 2020. hal-04091226

HAL Id: hal-04091226

<https://hal.science/hal-04091226>

Submitted on 7 May 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le rôle des émigrés d'Europe centrale et orientale dans les opérations clandestines occidentales de la première Guerre froide (1943-1958)

Gérald Arboit

Docteur HDR en Histoire contemporaine et
chercheur-associé à UMR CNRS SIRICE
(Sorbonne-Identités, relations internationales
et civilisations de l'Europe), Paris 1 et Paris 4

La Guerre froide ne commence pas en 1947, avec le renvoi des ministres communistes des gouvernements ouest-européens, ni même avec la fin de non-recevoir soviétique sur l'Allemagne. Idéologiquement débutée en octobre 1917, avec la seconde révolution russe, elle résulte de choix opérés par les états-majors alliés dès les lendemains de la reddition allemande, en mai 1945. Jusqu'en 1958, ces organes militaires, à travers leurs structures de renseignement, furent les animateurs d'une guerre de « *Liberation* », que les spécificités européennes amenèrent rapidement à juger « Impensable », alors que le Pentagone y crut jusqu'à ce qu'une solution technique y suppléa. Ce conflit s'inscrivait dans les habitudes clandestines prises par les belligérants de la Seconde Guerre mondiale, particulièrement par les Britanniques et les Français, bientôt supplantés par les Américains. Mais, comme au cours de ce conflit achevé par la défaite de l'Allemagne nazie, des ressortissants de pays d'Europe centrale et orientale, voire même d'Union soviétique, en Grande-Bretagne ou dans des camps de personnes déplacées en Allemagne, en Autriche occupées par les Alliés et en Italie, apportèrent leur concours à ce conflit qui devint un modèle de l'action politique clandestine.

Retracer l'histoire de cette première Guerre froide (1945-1958) n'est pas chose aisée. Tous les pays d'Europe occidentale, à commencer par la France depuis la révision de l'instruction générale interministérielle n° 1300 applicable depuis le début de l'année 2020, n'ont pas ouvert les archives de ce qu'il convient d'appeler l'opération « *Liberation* », du nom que lui donna John Foster Dulles, le 15 janvier 1953¹. Ce cadre générique cache néanmoins nombre de sous-opérations, dont les noms pouvaient varier selon les pays concernés et pourtant correspondre à la même opération clandestine menées par les trois alliés. Toutes utilisant des réfugiés d'Europe occupée (Pologne, Ukraine, Pays Baltes, Albanie, Hongrie, Tchécoslovaquie) par l'Armée Rouge, elles furent souvent l'objet d'amalgames et de confusions. Par exemple, cette opération « *Liberation* » est souvent confondue avec les filières d'évasion que le contre-espionnage américain, l'US Army Counterintelligence Corps, habilleusement utilisées par la propagande soviétique pour une autre opération célèbre, dirigée contre Pie XII².

« *Liberation* » s'ancrait dans la planification militaire de la Seconde Guerre mondiale. Mais elle fut bientôt menée par des services de renseignement, dans le périmètre n'était plus celui ni de l'avant-guerre, ni de la guerre menée depuis Londres. Et, surtout, les conditions opérationnelles furent toutes différentes.

Poursuivre la Seconde Guerre mondiale

Sur la route qui le ramenait à Londres en octobre 1944, Churchill pensa certainement au marché de dupes qu'il venait de passer avec Staline, lors de sa quatrième conférence de Moscou. L'épisode est passé à la postérité comme l'accord des « pourcentages », parce qu'il partageait les

¹ *Nomination of John Foster Dulles, Secretary of State-Designate. Hearing Before Committee on Foreign Relations, United States Senate, Eighty-third Congress, First Session (...)*, Washington, Government Printing Office, 1953, p. 5.

² Gérald Arboit, « Soviets "active measure" against Pius XII », Kathleen Starck (dir.), *Between Fear and Freedom: Cultural Representations of the Cold War*, Cambridge, Cambridge Scholars Publishing, 2010, p. 83-96.

influences britannique et soviétique en « Hongrie et Yougoslavie : 50-50 %, Roumanie : 10 % - 90 %, Bulgarie : 25 % - 75 % et Grèce : 90 % - 10 % ». Plutôt que d'un partage du monde préalable à la prochaine conférence interalliée de Yalta (4-11 février 1945), cette rencontre entre Churchill et Staline visait plutôt à sécuriser des lignes géopolitiques, la Méditerranée (Grèce) pour le premier, tandis que le second obtenait la mer Noire (Roumanie et Bulgarie)³. Mais cette rencontre devait aussi être l'occasion de parler de la Pologne. Tout au moins, le Premier ministre du gouvernement réfugié à Londres, Stanisław Mikołajczyk, et son ministre des Affaires étrangères, le diplomate Tadeusz Romer, s'y attendaient. Au courant des négociations ouvertes par Mikołajczyk avec les Soviétiques depuis le printemps, Churchill avait joué son va-tout en lui révélant une résolution des Alliés, donc Staline compris, datant de la conférence de Téhéran, relative aux nouvelles frontières de la Pologne⁴. À moins qu'il voulait obtenir un droit d'influence similaire au partage des Balkans ?

D'une façon ou d'une autre, Churchill s'interrogeait sur les façons de finir la guerre à l'Est et sur l'état des relations des alliés occidentaux avec l'Union soviétique. La première, la plus urgente, fut de faire neutraliser Mikołajczyk. Mis en minorité au sein du mouvement polonais libre, ce dernier démissionna le 24 novembre et s'envola pour Moscou. Pour éviter toute répétition de cette manœuvre soviétique, initiée par Viktor Lebedev (pan Ludwig), l'ambassadeur soviétique près le gouvernement en exil tchécoslovaque, Churchill demanda à Moray McLaren, chef de la *Polish Section* du *Political Warfare Executive* (action psychologique) du *Special Operation Executive* (SOE) d'organiser une riposte. Rowmund Piłsudski⁵ approcha une journaliste sensible à la cause des Européens de l'Est, Elma Dangerfield, qui le mit en contact avec l'écossaise Lady Katherine Atholl, qui ne comptait pas ses dépenses envers les réfugiés. La rencontre de ces trois personnes permit de créer un groupe de pression dans l'intérêt des émigrés d'Europe de l'Est qui mettrait en avant la nature de l'occupation soviétique de leurs pays, la *British League for European Freedom* (BEF). Dès novembre 1944, cette structure tint sa première réunion. Pour souligner son caractère est-européen, sa présidence fut confiée à August Zaleski, directeur de la chancellerie civile du président polonais en exil, et le secrétariat à Karel Locher, du ministère des Affaires étrangères tchécoslovaque en exil⁶. La présence de ce dernier à ce poste était aussi une marque de défiance à l'égard du président tchécoslovaque, Edvard Beneš, qui avait permis la rencontre entre Lebedev et Mikołajczyk, dont Locher était un opposant notoire⁷.

Le socialiste Tomasz Arciszewski fut choisi pour remplacer Mikołajczyk, favorable à une position sans compromis vis-à-vis de l'Union soviétique. Churchill espéra-t-il vraiment que ce gouvernement s'effondre⁸ ? Non seulement il écarta un avertissement de Clark Kerr, lequel estimant que la reconnaissance britannique du nouveau gouvernement polonais entraînerait de sérieuses difficultés avec Staline. Mais Churchill soutint que la Grande-Bretagne ne pouvait éviter de reconnaître le nouveau gouvernement tant que les forces polonaises combattaient sous commandement britannique⁹. Dans son esprit, il consistait d'évoluer par étape, et d'abord d'achever la guerre en Europe de l'Ouest contre le nazisme. Même s'il défendit l'option Arciszewski devant Staline¹⁰, l'opération *Unthinkable* montrait que Churchill envisageait néanmoins de poursuivre

³ Winston Churchill, *The Second World War*, 6, *Triumph and Tragedy*, Londres, Cassel, 1953, p. 227-228 ; Albert Resis, « The Churchill-Stalin Secret "Percentages" Agreement on the Balkans, Moscow, October 1944 », *American Historical Review*, vol. 83, n° 2, 1978, p. 368-387.

⁴ The National Archives (TNA), Kew, FO 371/39400, Roberts, 25 mai 1944 ; FO 371/39402, Eden à Churchill et Churchill à Eden, 6 et 11 juin 1944 ; Edward Raczynski, *W sojusznictwie Londynie. Dziennik ambasadora Edwarda Raczynskiego* [Dans Londres alliée. Journal de l'ambassadeur Edward Raczynski] 1939-1945, Londres, Polish Research Centre, 1960, p. 268 ; Jan Mieczysław Ciechanowski, *Powstanie Warszawskie: zarys podłoża politycznego i dyplomatycznego* [Le soulèvement de Varsovie. Un aperçu du contexte politique et diplomatique], Varsovie, Państwowy Instytut Wydawniczy, 1984, p. 105 ; Andrzej Leon Sowa, *Kto wydał wyrok na miasto. Plany operacyjne ZWZ-AK (1940-1944) i sposoby ich realizacji* [Qui a prononcé le verdict sur la ville. Les plans opérationnels du ZWZ-AK (Związek Walki Zbrojnej/Union de la lutte armée-Armée Krajowa/Armée de l'intérieur) (1940-1944) et les modalités de leur mise en œuvre], Cracovie, Wydawnictwo Literackie, 2016, p. 387, 596-602.

⁵ TNA, HO 405/42324. Son dossier de naturalisation est clos pour des raisons de sécurité jusqu'au 1^{er} janvier 2088.

⁶ Zygmunt Nagorski, « Liberation Movements in Exile », *Journal of Central European Affairs*, n° 10, juillet 1950, p. 139-140 ; Steffen Dorril, *MI6. Fifty Years of Special Operations*, Londres, Fourth Estate, 2000, p. 427-432.

⁷ TNA, FO 371/39400, Robson-Scott à Allen, 16 mars 1944.

⁸ *Ibid.*, CAB 121/454, Churchill à Roosevelt, 16 décembre 1944.

⁹ *Ibid.*, FO 371/39418, Churchill à Eden et Eden à Churchill, 26 novembre 1944.

¹⁰ Churchill à Staline, 3 décembre 1944, cit. in David Reynolds, Vladimir Pechatnov, *The Kremlin Letters. Stalin's Wartime Correspondence with Churchill and Roosevelt*, Yale University Press, 2018, p. 506

l'offensive contre le communisme. Le premier document disponible datait du 22 mai 1945, mais sa planification commença dès les premiers jours d'avril¹¹, c'est-à-dire avant la reddition nazie. L'objectif de Churchill était de montrer à Staline sa « capacité potentielle d'exercer une pression sur la Russie par la menace ou le recours à la force »¹². Surtout, les planificateurs du Chiefs of Staff Committee fondèrent leur « examen [de l'opération *Unthinkable* en estimant que] l'entreprise bénéficie du plein appui de l'opinion publique de l'Empire britannique et des États-Unis et, par conséquent, le moral des troupes britanniques et américaines reste élevé, [et que] la Grande-Bretagne et les États-Unis bénéficient de l'assistance totale des forces armées polonaises et peuvent compter sur l'utilisation de la main-d'œuvre allemande et de ce qui reste de la capacité industrielle allemande ».

Les deux éléments les plus importants concernaient évidemment l'utilisation conventionnelle des quatre divisions du 2^e corps polonais du général Władysław Anders, opérant en Italie, et le recours à des éléments de la Wehrmacht, essentiellement choisis parmi les 2,5 millions de prisonniers, dans l'espoir de créer dix divisions¹³. Pour ces raisons, la date d'ouverture des hostilités fixée au 1^{er} juillet 1945 ne semblait pas tenable aux planificateurs. Les chefs d'état-major des trois armées britanniques s'opposant à l'opération, Churchill la repoussa le 10 juin. Le 11 juillet suivant, ce qui était présenté comme une *Barbarossa* alliée se termina en préparation d'une nouvelle *Battle of Britain*¹⁴. La proximité avec les élections générales britanniques n'empêcha pas Anders de continuer le recrutement de Polonais, mais amena Churchill à s'éloigner de la III^e guerre mondiale. Sa défaite électorale, le 5 juillet, l'amena à quitter le pouvoir. *Unthinkable* ne fut pourtant pas oubliée. Les Britanniques s'ouvrirent semble-t-il aux Américains à l'été 1946, qui échafaudèrent une opération similaire pour la Vénétie julienne à la suite de la destruction d'un avion américain survolant cette marche italienne par les forces yougoslaves¹⁵. *Unthinkable* servit une nouvelle fois de base aux planificateurs militaires britanniques au début de l'hiver 1949, alors que la Grande-Bretagne était empêtrée dans les conflits grec et albanais. Alors que la version du printemps 1945 ne semble pas avoir dépassé les limites du cabinet du Premier ministre, quatre ans plus tard, celle-ci mit à contribution les différents organes du renseignement militaire britannique, tant le département dépendant du War Office que leurs organes extérieurs. Un courrier du directeur du contre-espionnage du *Security Service* (MI-5) à son supérieur, le directeur-général adjoint Guy Liddell, témoignait de l'incongruité de cette réédition du plan de 1945 :

« Il me semble étrange que le *War Office* se lance dans une étape de ce genre pour laquelle il n'est pas correctement équipé, et qui devrait être réalisée par le MI 6¹⁶. »

De l'action clandestine

Cette réalité n'était semble-t-il pas évidente pour tout le monde en Grande-Bretagne. Il ne s'agissait pas uniquement de la programmation d'un éventuel conflit conventionnel avec l'Union soviétique, mais d'en ouvrir le registre d'action clandestine. Cela revenait ni plus, ni moins à ressusciter le *Special Operations Executive* (SOE), le service créé par Churchill à l'été 1940 pour soutenir les divers mouvements de résistance, et que les chefs d'état-major des trois armes avaient obtenu, le 2 décembre 1945 la mise à mort, au prétexte que l'on n'en avait « aucun besoin (...) dans un aucun (...) pays d'Europe »¹⁷. Tout juste le *Foreign Office* avait-il obtenu que le *Secret Intelligence Service* (SIS ou MI-6), récupérât les unités clandestines dissoutes¹⁸. À partir du 15 janvier 1946, les opérations spéciales incombèrent donc au SIS, mais il ne disposait aucunement des compétences pour cela. Son directeur, Stewart Menzies, avait même une conception minimaliste « quant à l'échelle des

¹¹ TNA, CAB 120/691 ; CAB 84/71, Joint Planning Staff, 6 avril 1945 ; HS 4/145, FO à Kerr, 11 avril 1945.

¹² *Ibid.*, CAB 120/691, Ismay à Churchill, 8 juin 1945.

¹³ *Ibid.*, Annexe I au rapport du 22 mai 1945, p. 9 ; Jonathan Walker, *Operation Unthinkable. The Third World War. British Plans to Attack the Soviet Empire, 1945*, Brimscombe Port Stroud, The History Press, 2013, p. 112. L'annexe IV relative aux « réactions allemandes » n'a pas été déclassifiée.

¹⁴ TNA, CAB 120/691.

¹⁵ *Ibid.*, Wilson à Ismay, 30 août 1946.

¹⁶ *Ibid.*, KV3 418, Croker à Marriott et Marriott à Liddell, 1^{er} et 10 novembre 1949.

¹⁷ *Ibid.*, HS 8/332.

¹⁸ *Ibid.*, PREM 8/107, Bevin à Menzies, 21 août 1945.

opérations SOE qu'il envisage[ait] »¹⁹. Il n'en affirma pas moins aux chefs d'état-major que ses hommes « étaient dans des pays étrangers et employaient des agents, réduisant considérablement le temps nécessaire pour échafauder un mouvement de résistance si et quand nécessaire »²⁰.

La planification de la guerre clandestine que l'Occident allait engager contre l'Union soviétique n'était en fait qu'un RETEX (retour d'expérience) de la Seconde Guerre mondiale. Et, comme pour les réseaux *Stay-Behind* qui étaient en gestation de part et d'autre de la Manche²¹, ce nouveau conflit serait mené avec le concours du Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE), ces Français avec lesquels le MI-6 collaborait sans discontinuité depuis 1917. Cette liaison fut même renouvelée le 7 mai 1947, deux jours après la signature du Traité de Dunkerque, par lequel les deux pays inauguraient une nouvelle collaboration militaire sur les bases de l'Entente cordiale (1904)²². Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, cette collaboration clandestine franco-britannique n'était pas incongrue, dans la mesure où ces deux services de renseignement extérieur, le SIS et le SDECE, étaient les seuls du monde libre. En effet, les États-Unis avaient dissous leur *Office of Strategic Services* dès le 20 septembre 1945, suite à une coalition d'opposants (*Federal Bureau of Investigation* et *US Joint Chiefs of Staff*). Son démantèlement vers les départements d'État et de la Guerre, le résidu formant un *Central Intelligence Group*, le 24 janvier 1946, ne fut pas satisfaisant et entraîna moult débats pour conduire à la fondation d'une structure de sécurité nationale, incluant le *National Security Act* (26 juillet 1947), le réalignement et la réorganisation des forces armées, la diplomatie et l'avènement d'une communauté du renseignement américaine autour du *National Security Council* et d'une agence de renseignement, la *Central Intelligence Agency* (CIA) (15 septembre 1947)²³. Quant aux organisations dans les pays d'Europe occidentale en pleine reconstruction, elles se résumaient au mieux à un bureau de renseignement militaire et un service policier de sûreté publique, comme avant guerre.

Au-delà de ces distinctions opérationnelles, le SIS et le SDECE étaient les seuls services à disposer d'une tradition de liaisons avec les pays d'Europe occupée par la *Рабоче-крестьянская Красная армия* (Armée rouge des ouvriers et paysans), le premier pouvant même se targuer d'une collaboration pendant le conflit qui venait de s'achever avec le *Народный комиссариат внутренних дел* (Commissariat du peuple aux Affaires intérieures, NKVD) soviétique. En effet, du juin 1941 à octobre 1945, le SIS disposa d'un poste à Moscou et mena des actions communes, y compris à l'Ouest, avec le NKVD²⁴. Mais, depuis le rapport du chef du bureau londonien de l'unité de liaison britannique chargée des relations avec ce service (et vétéran de la campagne blanche de 1919), le colonel Roy C. Firebrace, du 24 novembre 1943, les Britanniques n'accordaient plus « aucun crédit pour la coopération » aux Soviétiques²⁵. Associé au déséquilibre de forces conventionnelles favorables à ces derniers, une rupture était inévitable. Le renvoi de la mission militaire britannique à Moscou en octobre 1945 l'entérina. Elle se renforça ensuite avec les entraves que les services spéciaux à la solde des Soviétiques dans les pays d'Europe centrale et orientales dressèrent contre le SIS et le SDECE. D'une façon générale, les ambassades et les missions militaires occidentales virent leurs capacités de circulation limitées à trente kilomètres de la capitale. Des pressions diplomatiques furent réalisées pour que les agents des services de renseignement, ou ceux supposés comme tels, fussent rappelés. Ainsi le résident du SIS à Sofia, Tony Brooks, en octobre 1947, cinq mois après son arrivée, jusqu'à la fermeture du poste, en novembre 1949, fut l'objet des récriminations constantes du *Foreign Office*²⁶. La même chose arriva au colonel Joseph Gastaldo, à Prague en janvier 1951, après avoir déjoué une

¹⁹ *Ibid.*, AIR 75/116, Slessor à Robb, 21 janvier 1948

²⁰ *Ibid.*, AIR 19/816, COS(46), 12^e réunion (1), 23 janvier 1946.

²¹ Gérald Arboit, « À propos des armées secrètes de l'OTAN », *Cahiers d'études de renseignement/Cahiers Inlichtingenstudies*, BISC nr. 8 (Bruxelles), 2017, p. 75-94.

²² Gérald Arboit, *Des services secrets pour la France. Du Dépôt de la Guerre à la DGSE (1856-2013)*, Paris, CNRS éditions, 2014, p. 321-323.

²³ Michael Warner (ed.), *Central Intelligence : Origin and Evolution*, (Washington, DC CIA History Staff, Center for the Study of Intelligence, 2001), p. 27.

²⁴ TNA, HS 4/334, Agreed Record of Discussions Between British and Soviet Representatives on the Question of Subversives Activities Against Germany and Her Allies, 30 septembre 1941 ; CAB 80/97 et AIR 20/8061, Gammel, Final Report on No. 30 Military Mission, 3 octobre 1945. Cf. Francis Harry Hinsley, *British Intelligence in the Second World War*, 2, Londres, H.M.S.O., 1981, p. 58-53.

²⁵ CAB 122/942.

²⁶ Keith Jeffery, *MI6. The History of the Secret Intelligence Service 1909-1949*, Londres, Bloomsbury, 2010, p. 672-674.

tentative d'enlèvement en décembre précédent. Certains furent expulsés, comme le capitaine Georges Barazer de Lannurien, à Budapest, en juin 1950, et le colonel Serge Parisot, à Bucarest, en octobre suivant²⁷. D'autres furent arrêtés par les services adverses, comme le major Kavan James Elliot et le capitaine Lucien Gouazé, en septembre 1948, à Budapest, ou l'agent consulaire André Robineau, à Szczecin, en novembre 1949²⁸. Outre Gouazé, transféré à Kiev, puis à Moscou, et qui connut quinze ans de prison, le SDECE semble avoir payé le prix fort pour la reprise de contact en Europe centrale et orientale, avec sept officiers et agents assassinés entre 1945 et 1950, dont le médecin-capitaine Jean-Isidore Guéron, chef de poste à Belgrade, en juillet 1947²⁹.

Néanmoins, comme l'avait souligné Menzies en janvier 1946, ces officiers, tous anciens résistants, remplirent une mission évoquée par l'adjoint du chef du SIS, Jack Easton, le 7 octobre suivant : « reconnaître des terrains d'atterrissage et des zones de largages » « pour déposer des agents à quelques kilomètres à l'intérieur de frontières hostiles ». Le SIS se proposait de « larguer des hommes et du matériel juste à l'intérieur d'endroits comme l'Allemagne occupée par la Russie, la Russie elle-même, l'Ukraine, la Pologne et peut-être la Lituanie »³⁰. Le SDECE fut inévitablement dans la boucle, soit dans la gestation du programme, soit dans sa mise en œuvre. Toujours est-il qu'il se vit charger de la Tchécoslovaquie, de la Hongrie et de la Roumanie. L'Union soviétique était interdite pour le SIS, non seulement pour son poste de Moscou — ce qui était une règle nouvelle de fonctionnement dans le monde du renseignement occidental —, mais aussi depuis Helsinki et Stockholm. Ces précautions insufflées par la prudence diplomatique tranchèrent avec le manque d'intérêt du SDECE pour l'Union soviétique, certes perçue comme un danger, mais moins important que l'Allemagne ; on ne sortait pas de quatre-vingt ans de germanocentrisme sans illusions³¹. Au moment où Britanniques et Français revoyaient leur mode d'action avec l'Europe centrale et orientale, le SIS entreprit de nouer une liaison avec les Américains. D'abord favorable au premier (mars 1946), compte tenu du désordre ambiant entourant la longue gestation de la CIA (septembre 1947), cette relation devint défavorable au SIS à mesure que ses moyens financiers furent rognés par les décideurs politiques britanniques (avril 1948-mai 1949)³². Dans le même temps, la CIA se dota d'un outil d'actions clandestines, l'*Office of Policy Coordination* (OPC, septembre 1948), mais dut attendre le avril 1950 pour être autorisée à user de ces moyens contre l'Union soviétique. La France étant engagée dans le même temps dans la défense de son Empire en Asie, sa conception de la Guerre froide passa moins par l'Europe centrale et orientale. De fait, à partir du début de 1950, la CIA se retrouva presque seule à mener des opérations clandestines à base de réfugiés.

Ces évolutions administratives influèrent évidemment les opérations clandestines en direction de l'Europe soviétisée qui se mettait en place (novembre 1945 à juillet 1952). Conséquences des limitations de circulation imposées aux officiers de renseignements britanniques et français, mais également du programme clandestin, baptisé plus tard « *Liberation* » par le directeur de la CIA, Allen W. Dulles, inspiré de la Seconde Guerre mondiale (sabotage, évacuation, subversion des États hostiles), le SIS et le SEDECE durent se résoudre à assister les mouvements de résistance clandestins, les guérillas et les groupes de libération des réfugiés. Dans le même temps où les services tentèrent de remettre pied en Europe centrale et orientale, près de vingt millions de réfugiés, aux deux-tiers Allemands, quittèrent ces contrées occupées par la *Рабоче-крестьянская Красная армия*³³. Mais les Britanniques disposaient de leur propre organisation, avec la BEF, qui contrôlait les Polonais. Son homme lige, Zaleski, devint même le nouveau président de la Pologne en exil en mai 1947. Trois mois plus tard, le SIS fut chargé d'élaborer un plan pour exfiltrer de Varsovie l'ancien Premier ministre

²⁷ Gérard Arboit, *Des services secrets pour la France*, op. cit., p. 312.

²⁸ *Ibid.* ; Georges Elliott, *I Spy. The Secret Life of a British Agent*, Faber & Faber, 2013.

²⁹ *Ibid.*, p. 313.

³⁰ Keith Jeffery, op. cit., p. 674 et 707.

³¹ Gérard Arboit, op. cit., p. 32-324.

³² Keith Jeffery, op. cit., p. 717-721 ; TNA, FO 371/56832, "The Soviet Campaign against This Country and Our Response to It," 2 avril 1946 ; AIR 75/116, Slessor à Liddell Hart, 22 janvier 1948 ; FO 371/1687, Russia Committee Minutes, 25 novembre 1948 ; FO 371/70272, RC(25)48 "Report of the Sub-committee Set Up to Examine the Problem of Planning in Relation to Policy towards the Soviet Union and the Soviet Orbit," 14 décembre 1948 ; PREM 8/1365, PM/49/69, Bevin à Attlee, 19 avril 1949.

³³ Heinz Fassmann, Rainer Münz, « La migration d'Est en Ouest en Europe (1918-1993) », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 11, n° 3, 1995, p. 43-66 ; Keith Lowe, *L'Europe barbare 1945-1950*, Paris, Perrin, 2013, p. 42-49.

Mikołajczyk, menacé d'arrestation. Si le *Foreign Office* a choisi une solution autre, le SIS révéla néanmoins l'existence de capacités clandestines en Pologne et en Tchécoslovaquie, dont il verrait leur perte comme un « prix un peu cher à payer »³⁴ ; celles-ci étaient partagées avec les Américains³⁵. Bien que cette opération manquée fut uniquement polono-britannique, les moyens du SIS en Pologne furent le point d'entrée du service britannique dans le programme « *Liberation* ». Ils reposaient sur la présence à Londres des états-majors polonais libres, notamment celui d'Anders. Bien que les corps aient été démobilisés, il semble que la fonction renseignement resta active, comme le montre les réticences du SIS à les utiliser pour libérer Mikołajczyk.

Alors qu'il vit s'effondrer son réseau en Pologne dès l'été 1948³⁶, le SDECE disposa des disponibilités clandestines similaires à celle des Britanniques, issues de la Seconde Guerre mondiale. Alors qu'en Pologne elles semblèrent ne plus reposer que sur les capacités d'infiltration du Saint-Siège³⁷ et de la Mission militaire polonaise de Paris, elles employèrent en Tchécoslovaquie un agent, « Stefan Ilok »³⁸, qui permit l'évasion de Hubert Ripka, successeur pressenti de Beneš, par avion cette fois, en avril 1948. Cinq mois plus tard, un service de renseignement tchécoslovaque, dirigé par le général Čeněk Kudláček (Hutník), fut créé par le SDECE³⁹. Cette structure s'ajouta à une première patronnée par le service français, avec le général hongrois Andrea Zako. La particularité de ce dernier fut de ne pas appartenir à la résistance antinazie. En effet, Zako était devenu le chef du *Vezérkari Főnökség Második Osztálya* (Deuxième département de l'état-major) de la *Magyar Királyi Honvédség* (armée royale hongroise), à l'occasion du coup d'État des Croix fléchées, du 16 octobre 1944. Fait prisonnier par les troupes américaines en mai suivant, comme officier ennemi, il avait été pris en compte par la SDECE, la France n'étant pas en guerre avec la Hongrie⁴⁰. D'un point de vue du renseignement, son réseau anticommuniste *Kopjas* intéressait les Alliés, mais Britanniques et Américains étaient rebutés par son passé fasciste⁴¹. Huit ans plus tard, la CIA se montra moins scrupuleuse et le détacha du SDECE. Elle fit de même avec les contacts de la structure de renseignement montée par le général roumain Nicolae Radescu, et confiée au major Constantin Maftai, en Autriche, et au capitaine-commandant (aviation) Mihai Opran, en Turquie⁴².

Il convient de ne pas perdre de vue à ce niveau que la reconstitution en zones d'occupations occidentales de l'Allemagne des services de renseignement des nations captives ne fut pas différente du processus qui suivit l'invasion nazie, quatre à huit ans plus tôt, à Londres. Il s'agissait d'instruments aux mains des gouvernements desdits pays envahis et aucunement de réseaux créés par le SIS, le SDECE, la CIA ou d'autres. Cela veut dire que ces services, le polonais, le tchèque et le hongrois, comme le yougoslave, furent à la fois soutenus financièrement par chacun des services occidentaux, mais remplirent, pour les trois premiers du moins, les objectifs des gouvernements en exil ; ils se reconstituèrent en 1949 aux États-Unis, sauf le polonais qui existait depuis 1940 à Londres et le yougoslave qui s'installa à Rome. Ainsi, le service tchécoslovaque en exil fut-il dirigé de Francfort, sous patronage américain, par son ancien chef (1934-1946), František Moravec, mais contrairement à la période londonienne (1939-1945), il eut des représentants auprès des services français et britanniques (colonel Karel Jindřich Procházka)⁴³. De même, le service royal yougoslave, créé par l'ancêtre de la CIA à Milan en septembre 1945, réussit difficilement à se coordonner avec les

³⁴ TNA, FO 1093/445, Garvey, 13, 18, 23 septembre 1947. Ironiquement, la communication interne du Foreign Office, le 22 octobre 1947, pour couvrir la solution navale choisie, révéla ces moyens.

³⁵ FOIA CIA, AESAURUS AENOBLE, VOL. 2_0002, Rositzke à Bross, 7 janvier 1953.

³⁶ Antoine Boitte, « Déconfiture des services spéciaux en Pologne », automne 1950, cité in Roger Faligot, Jean Guisnel, Rémi Kauffer, *Histoire politique des services secrets français. De la Seconde Guerre mondiale à nos jours*, Paris, La Découverte, 2012, p. 133-136.

³⁷ Gérard Arboit, *op. cit.*, p. 314.

³⁸ Stefan Ilok (pseud.), *Brotherhood of Silence. The Story of an Anti-communist Underground*, Washington, Robert B. Luce, 1963.

³⁹ Archives nationales, La Courneuve, 457 AP 151, SDECE, mars 1948.

⁴⁰ FOIA CIA, ZAKO, ANDREAS_0121, note, 29 juillet 1951.

⁴¹ *Ibid.*, ZAKO, ANDREAS_0115, dossier, 2 juin 1948.

⁴² *Ibid.*, RADESCU, NICOLAE_VOL. 2_0129, note Karlsruhe à Langley, 30 septembre 1949.

⁴³ Libor Svoboda, « Operations and Activities of the So called "Couriers" as one of the Forms of Foreign Anti communist Resistance in the First Half of the 1950s in Czechoslovakia », *Acta humanitarica universitatis Saulensis*, t. 16, 2013, p. 125-126.

structures slovènes dirigées depuis Salzbourg, sous patronage anglo-américain⁴⁴. Ainsi voit-on que si ces services participèrent au recueil de renseignements nécessaires à leurs homologues occidentaux, sans toujours comprendre les raisons de fournir des horaires de chemin de fer et autres plans des réseaux d'autobus, ils conservèrent toujours leur autonomie nationale. Les deux se mêlaient puisqu'il s'agissait de mettre en œuvre des réseaux clandestins de courriers avec leur pays, en général reprenant ceux œuvrant déjà pendant la Seconde Guerre mondiale. Néanmoins, le service royal yougoslave n'eut qu'une existence éphémère, son animateur principal à Trieste, Zvonimir Vučković, étant exfiltré aux États-Unis en 1949, alors que la CIA et le SIS abandonnaient pour la seconde fois, cinq ans après la première, le mouvement royaliste pour les communistes de Tito⁴⁵.

Les services italien, belge, allemand, suédois et turc expérimentèrent pareillement cette implication consentie. L'*Ufficio informazioni dello Stato Maggiore Generale* eut pour mission d'assurer la liaison avec son homologue yougoslave⁴⁶, de la même façon que la Sûreté de l'État belge assura la sélection des réfugiés se trouvant sur son territoire, ne serait-ce qu'au titre du contre-espionnage. L'Organisation Gehlen (OG) fut également mise à contribution par la CIA pour fournir au SIS des bateaux rapides pour infiltrer des agents sur les côtes de la Baltique, depuis la Pologne à la Lituanie. L'opération sembla si bien fonctionner (1949-1952), qu'elle fut dupliquée en mer Noire, pour des débarquements du delta du Danube à la Crimée. L'OG utilisa quant à lui le Danube pour s'introduire en Roumanie, et de là en Union soviétique, grâce aux agents du major Maftai infiltrés comme marins dans la marine fluviale. Le *Militära underrättelse- och säkerhetstjänsten* (Service de renseignement militaire et de sécurité, MUS) suédois, et le Deuxième bureau du *Genelkurmay Başkanlığı* (état-major général) turc furent utilisés pour sélectionner les lieux de débarquement⁴⁷.

Cette première étape du programme « *Liberation* » devait ensuite permettre la constitution de groupes de combats. Comme pendant la Seconde Guerre mondiale, le SIS, le SDECE et la CIA, œuvrèrent comme l'ancien SOE. Pour ce faire, il convenait de recruter par nationalité des hommes, de préférence jeunes et célibataires. Ceux-ci furent choisis dans les camps de personnes déplacées, d'Autriche, d'Allemagne et d'Italie, sauf pour les Polonais rapatriés d'Italie et versés dans le *Polish Resettlement Corps*⁴⁸, une structure aux allures d'organisme d'emploi permettant de sélectionner les futurs instructeurs. Pour les Tchèques, les Hongrois, mais aussi les Yougoslaves, les Bulgares, les Roumains et les Baltes, des profileurs parcoururent les camps. Ils devaient détecter ceux signalés par les services nationaux, même relevant de groupes ayant été alliés des nazis, ainsi que ceux dont les conditions physiques et intellectuelles leur permettaient de suivre un entraînement. Il y eut au moins trois grandes opérations de sélection des personnels émigrés pour ces structures, entre l'automne 1946 et le printemps 1948. Elles furent couvertes par des programmes d'emplois en Belgique, de Polonais, Ukrainiens et Baltes, et en Grande-Bretagne, d'Ukrainiens et de Baltes, au travers de l'*European Voluntary Workers*⁴⁹. S'il est possible d'évaluer à quelques 1 600 le nombre de « collégiens » pour une Europe libre, celui des « commandos de la Guerre » froide reste impossible à chiffrer, faute de connaître l'ampleur des missions lancées entre 1949 et 1954. Toutefois, ils ne durent pas être plus nombreux que les 6 800 stagiaires du SOE entre 1940 et 1945, sinon moins.

⁴⁴ « OSS Reports to the White House, "Memorandum for the President: From Peter to Tito" », *Studies in Intelligence*, vol. 9, n° 2, printemps 1965, p. 83 ; Oskar Mulej, « Armed Anti-Communist Resistance in Slovenia 1945-50 », in Csaba Békés and Melinda Kalmár (dir), *Students on the Cold War. New findings and interpretations*, Budapest, Corvinus University, 2019, p. 159-160.

⁴⁵ Cf. Lorraine M. Lees, « The American Decision to Assist Tito, 1948-1949 », *Diplomatic History*, automne 1978, vol. 2, n° 4, p. 407-422.

⁴⁶ Andrea Vento, *In silenzio giote e soffrite. Storia dei servizi segreti italiani dal Risorgimento alla Guerra fredda*, Milan, Il Saggiatore, 2014, p. 285 ; Giuseppe de Lutiis, *I servizi segreti in Italia. Dal fascismo alla seconda repubblica*, Rome, Ed. Riuniti, 1998, p. 44.

⁴⁷ Keith Jefferies, *op. cit.*, p. 708 ; Hermann Zolling, Heinz Höhne, *The General was a spy. The Truth about General Gehlen and his spy ring*, New York, Coward, McCann & Geoghegan, 1972, p. 149-154 ; Sigurd Hess, « The Clandestine Operations of Hans Helmut Klose and the British Baltic Fishery Protection Service (BBFPS) 1945-1956 », *The Journal of Intelligence History*, 2001, vol. 1, n° 2, p. 169-178 ; Arvydas Anušauskas, *Užmirštas desantas. Slaptos Šaltojo karo istorijos* (L'opération de débarquement oubliée. Histoires secrètes de la guerre froide), Vilnius, Lietuvos rašytojų sąjungos leidykla (Services spéciaux lituaniens), 2019 ; Archives de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, Comité militaire, SGM-0341-53, Rapport sur les visites du Comité Renseignement aux États-Majors Nationaux à Ankara, (...), 9 mars 1953.

⁴⁸ TNA, WO 315/31/4.

⁴⁹ Mark Wyman, *DP. Europe's Displaced Persons 1945-1951*, New-York, Cornell University Press, 1998, p. 188-189.

Comme pendant la guerre, celui-ci eut lieu en Grande-Bretagne et sur des territoires sous domination britannique comme Malte, dans de nouvelles *Preliminary, Paramilitary, Finishing* et *Specialist Schools*. Le SDECE installa aussi ses propres structures, à Rambouillet, au Vandreuil, à Cercottes et à Saint-Germain. Il y eut encore des *Special Training Schools* en Turquie pour les opérations en Europe orientale, ainsi qu'en Bavière pour le seul usage américain. À la différence de la guerre précédente, où les gouvernements en exil disposèrent des équipes pour administrer la libération, fut pensée une école de formation des cadres de la future Europe centrale et orientale libérée. En décembre 1947, les Polonais de la BEF, notamment Jerzy Giedroyc et Józef Czapski, se rapprochèrent des anciens agents de l'OSS, Royall Tyler et James Burnham, pour évoquer cette question. Le temps pour la CIA de s'assurer du financement de cette opération, par le biais d'une collecte pour la *Crusade for Freedom*, et de monter une association similaire au BEF, mais aux visées européennes, le *National Committee for a Free Europe*, le 11 mai 1949, et le Collège pour une Europe libre fut ouvert à Strasbourg⁵⁰. Enfin, toutes les représentations des nations captives, d'abord à l'initiative de la sœur du BEF, la *Scottish League for European Freedom*, en juin 1946, puis directement par le *Foreign Office* et le SIS, en juin 1950⁵¹.

La part de l'adversaire

Le concept de « *Liberation* » présidait à cette mise en place des moyens d'entrer en conflit avec l'Union soviétique. Cette option se nourrissait de signaux faibles comme le coup de Prague (21 février) et le blocus de Berlin (24 juin 1948)⁵². Mais elle participait aussi d'une planification militaire occidentale qui entendait, à Londres, Paris et Washington, retarder l'avance soviétique en Ukraine et en Pologne. Mais elle était aussi le résultat de la guerre civile européenne qui se jouait depuis 1939, en particulier de ces « guerres imbriquées » — nationale, civile et de classes —⁵³, difficilement discernables d'un bout à l'autre de l'Europe (France, Italie, Grèce, Yougoslavie, Albanie, Slovaquie, Roumanie, Ukraine occidentale, Pologne, Pays baltes). Sous couvert d'agir partout afin d'entraver la progression de l'idéologie communiste en Europe, comme ils tentèrent de le faire contre le nazisme, les services de renseignement occidentaux s'enfermèrent dans un enchevêtrement de guerre locale. À cela s'ajouta une inévitable concurrence entre services, à la demande de leurs autorités respectives. Ainsi l'ancêtre de la SDECE fut-il envoyé en Albanie, en janvier 1945, pour « chercher toute occasion de reprendre pied dans les Balkans ». Cinq ans plus tard, en janvier 1950, Henri Ribière, le directeur général du service français, proposa de substituer l'influence française à la britannique, à des délégués du *Blloku Kombëtar Independent* [mouvement national indépendant], révélant au passage qu'il préférait travailler avec les Américains⁵⁴. Toutes opérationnelles qu'elles furent, les raisons invoquées participaient d'un ressentiment envers le SIS au sujet de sa nouvelle « *special relationship* », qui renvoyait la France à qui il devait tout sur un strapontin au profit du nouveau venu du renseignement démocratique. Ce processus, qui plongeait dans des réflexions internes au SIS depuis octobre 1944, était en cours depuis mars 1948 et se nourrissait de toutes les crises opposant les deux services, depuis

⁵⁰ Roger Faligot, Jean Guisnel, Rémi Kauffer, *op. cit.*, p. 137 ; Veronika Durin-Horniyk, *Le Collège de l'Europe libre : une opération de guerre psychologique américaine menée en France à l'égard de la jeunesse des pays communistes de l'Europe de l'Est (1948-1958)*, Doctorat, Histoire, Paris-Est Marne-la-Vallée, 2018 ; *Ibid.*, « Le Collège de l'Europe libre et la préparation de la construction démocratique de l'Europe de l'Est (1948-1958) », *Relations internationales*, vol. 180, n° 4, 2019, p. 13-25 ; *Ibid.*, « The Free Europe University in Exile Inc. and the Collège de l'Europe libre (1951-1958) », in Katalin Kádár Lynn (eds.), *The Inauguration of Organized Political Warfare : Cold War Organizations sponsored by the National Committee for a Free Europe/Free Europe Committee*, Saint Helena, Helena History Press, 2013, p. 439-513 ; Giles Scott-Smith, « The Free Europe University in Strasbourg : U.S. State-Private Networks and Academic Rollback », *Journal of Cold War Studies*, 2014, n° 2, p. 77-107 ; Mirosław Supruniuk, « Les Polonais au Collège de l'Europe libre de Strasbourg », in Antoine Marès, Wojciech Prażuch, Inga Kawka (dir.), *Les Exilés polonais en France et la réorganisation pacifique de l'Europe (1940-1989)*, Francfort-sur-le-Main, Peter Lang, 2017, p. 215-235.

⁵¹ Stephen Dorrill, *MI6. Fifty Years of Special Operations*, Londres, Forth Estate, 2000, p. 432-433, 440-446. Cf. Congress Of Delegates Of Independence Movements-Anti-Bolshevik Bloc Of Nations, *Edinburgh, 1950. The Strength and Weakness of Red Russia. Congress of Delegates of Independence Movements Within the U.S.S.R., Etc*, Edimbourg, Scottish League for European Freedom, 1950.

⁵² David S. Foglesong, « Roots of "Liberation": American Images of the Future of Russia in the Early Cold War, 1948-1953 », *The International History Review*, mars 1999, vol. 21, n° 1, p. 57-79.

⁵³ Keith Lowe, *op. cit.*, p. 305-309.

⁵⁴ FOIA CIA, OBOPUS BGFRIEND, VOL. 15 (BGFRIEND OPERATIONS)_0007, Show à Wisner, 25 janvier 1950.

la question de l'émigration palestinienne (été 1946), jusqu'à la *London Conference on War Planning* (octobre 1948)⁵⁵. Mais le directeur du SDECE semblait ignorer les contacts de la CIA avec l'entourage du roi Zog 1^{er} d'Albanie, depuis le printemps 1949. Aussi, révélé à la CIA moins fin janvier 1950, le plan français n'y trouva pas l'assentiment attendu.

Cette concurrence inter-services conduisit le dernier venu américain particulièrement, même si le SDECE et le SIS ne furent pas en reste, à recruter des sources de tout venant. Dans ce programme « *Liberation* » comme dans d'autres, la CIA s'avéra « sans sources à l'intérieur » des pays dont il s'occupa⁵⁶. Elle fut ainsi contrainte, à la différence des Britanniques et des Français, qui purent recourir à d'anciennes sources, d'utiliser le tout-venant, attirant du même coup des escrocs au renseignement. Ceux-ci furent des individus, cherchant à profiter de l'occasion, comme Basil Orkhov (1949-1950) et Nicolas Sviden (1947-1950), à Bruxelles, Willi Tremper (1947-1950), à Berlin, Bohumil Svoboda (1948-1950) en zone américaine allemande, ou l'ancien lieutenant-colonel de l'OSS, Ulius F. Moss (1948-1951), à Londres. Le Service de renseignement opérationnel, attaché à l'état-major des forces françaises en Autriche, eût affaire à un cas similaire, avec Ferenc Vajta (1945-1946), avant que son homologue américain ne l'accapare (1947-1948).

L'Agence américaine suscita également l'attrait des autres services alliés avec lesquels elle eut à travailler, qu'ils fussent d'Europe occidentale ou des nations captives. À l'été 1946, l'*Ufficio informazioni* chercha à infiltrer un agent de pénétration, l'ancien agent du renseignement fasciste en poste à Trieste, Marko Vucetic. Deux ans plus tard, il fut effectivement employé par la CIA. Il n'est pas possible d'identifier cette mission, autrement que par un sentiment d'ingénuité et de prodigalité accordé à cette nouvelle venue sur la scène du renseignement européen. La même raison expliqua que les services libres hongrois, polonais et yougoslaves cherchèrent à lui faire parvenir des informations de peu de valeur. Seulement, la CIA ne tarda pas à s'en apercevoir et un tiers de son unité en Autriche en juin 1951 passa en revue tous les renseignements reçus des émigrés, relevant dix cas de désinformation caractérisée⁵⁷.

Cette reprise en main de l'Agence américaine, quant à ses pratiques, n'entama pas sa prodigalité. Le SIS comme le SDECE, mais également l'OG et tous les services d'Europe occidentale en bénéficièrent, mais dans une mesure moindre que les services des nations captives. Là où ces derniers avaient besoin de l'aide américaine pour reconquérir leurs nations perdues — c'était là tout le concept de « *Liberation* » —, les services britannique et français cherchèrent uniquement à se débarrasser de missions qui ne correspondaient plus aux désirs de leurs décideurs politiques. À Londres, de la même façon où le gouvernement conservateur de Churchill avait abandonné les Polonais, avant que la tournure des relations internationales n'imposât au gouvernement travailliste de Clement Attlee de reprendre ce soutien, la crainte du *Foreign Office* fut de devoir s'engager avec un mauvais type d'émigré, c'est-à-dire des réactionnaires désuets et aigris, à suivre trop loin les Américains⁵⁸. Mais, soucieux d'affermir sa « *special relationship* » avec la CIA, le SIS fit tout pour s'opposer à ce que le SDECE ne pût profiter de ce retrait britannique⁵⁹.

Tout juste le SIS se désengagea-t-il d'opérations en Albanie, en Union soviétique et en Ukraine, qu'il avait pourtant initiées, au seul profit de l'Agence américaine entre 1949 et 1954. À la même période, il abandonna à nouveaux les Polonais, provoquant des turbulences politiques internes et une scission en direction des États-Unis. La crainte des Britanniques résidait, particulièrement dans les deux dernières opérations, d'avoir à travailler, non plus avec des services des nations captives, mais avec des groupes ayant pactisé avec le nazisme⁶⁰. Contre l'Union soviétique, le SIS avait noué pendant la guerre avec des émigrés d'un genre particulier, jeunes Russes blancs, déserteurs soviétiques de l'armée allemande, prisonniers soviétiques évadés, auxquels s'ajoutèrent des réfugiés dans les

⁵⁵ Philippe Bernert, *Roger Wybot et la bataille de la DST*, 1, Genève, Famot, 1977, p. 211-225 ; Gérald Arboit, *op. cit.*, p. 315-316 ; Keith Jeffery, *op. cit.*, p. 677-679, 716-721.

⁵⁶ FOIA CIA, OBOPUS BGFIEND, VOL. 13 (BGFIEND OPERATIONS)_0005, Memorandum for the Record Subject: Albanian Plan - Meeting between Abdyl Sula and State Department and OSO Representatives, 28 avril 1949.

⁵⁷ *Ibid.*, PAPER MILLS AND FABRICATION_0001, Central Intelligence Agency, *Paper Mills And Fabrication*, février 1952.

⁵⁸ TNA, FO 1093/375, Warner à Hayter, 25 mai 1948.

⁵⁹ FOIA CIA, OBOPUS BGFIEND, VOL. 15 (BGFIEND OPERATIONS)_0003, 0012, 0018, 0024, brouillon, 4 janvier 1950, notes, 2 et 7 février, et note pour Schow, 7 mars 1950.

⁶⁰ Cf. Kevin Conley Ruffner, *Eagle and Swastika. CIA and Nazi War Criminals and Collaborators*, Washington, Central Intelligence Agency, avril 2003.

camps de personnes déplacées après 1945. Ils appartenait à une *Narodno-trudovoi soiuz* (Alliance nationale du travail, NTS), un mouvement rénovateur fondé au cours des années 1930 en Europe occidentale⁶¹. Que l'on ne s'illusionne pas les effectifs que cela représenta : en 1951, il ne comptait que 653 membres répartis en Europe, Amérique du Nord et du Sud et Australie et le SIS n'en employa que onze⁶², quand la CIA n'en aligna que huit⁶³. En Ukraine, les deux services parièrent sur des groupes antagonistes, l'*Orhanizatsiia Ukraïns'kykh Natsionalistiv* (Organisation des nationalisés ukrainiens, OUN) pour les Britanniques, tandis que les Américains misèrent sur un mouvement dissident, l'*Ukraïns'ka Povstans'ka Armiia* (Armée ukrainienne insurgée, UPA), et un autre rival, l'*Ukraïns'ka Holovna Vyzvol'na Rada* (Conseil suprême de libération ukrainienne). Là encore, les effectifs furent infimes, deux pour le SIS et neuf pour la CIA⁶⁴. Seulement, aux guerres imbriquées existantes, les deux services occidentaux y ajoutèrent une brouille politique de mouvements émigrés. Ils y entrèrent du fait de l'absence de renseignement sur ces zones éloignées de leurs bases européennes. Mais ils s'y enfoncèrent également en raison de leur dépendance envers les services d'Europe centrale et orientale, à commencer par le polonais et l'allemand. L'un dépendant du SIS, l'autre de la CIA approchèrent leurs mandants de mouvements nationalistes, comme les Croix fléchées hongroises ou la Garde de fer roumaine⁶⁵.

Le SDECE ne s'encombra pas de telles guerres picrocholines, non qu'il fût moins intéressé par les émigrés des nations captives, dont une bonne partie résidait sur son territoire, mais il était impliqué dans d'autres missions, notamment en Indochine. Pour autant, il ne négligea pas de recruter, selon ses besoins, quelques membres de la NTS⁶⁶ ou de mettre sur pied une garde roumaine⁶⁷. Il n'en organisa pas moins une opération qui, selon toute vraisemblance, résulta originalement d'une coopération avec le SIS. En effet, celle-ci n'est connue qu'à partir de janvier 1950, avec la mise en place du Centre d'instruction des réservistes volontaires parachutistes (CIRVP), donc au moment où les Britanniques entamaient leur retrait des missions clandestines budgétairement couteuses, comme en Albanie. En outre, la Mission militaire polonaise de Paris y apporta son concours, notamment pour les opérations en Biélorussie. Par ailleurs, cette opération française ne fut pas dédiée à une nation captive, comme dans le cas des Polonais, des Albanais, des Ukrainiens et mêmes des Soviétiques, mais elle engloba Tchèques, Yougoslaves, Roumains, Biélorusses et Lituaniens⁶⁸. Cette faille sécuritaire initiale — les risques de fuites et de pénétrations étaient ainsi multipliés plutôt qu'additionnés par cette succession de nationalités différentes dans les mêmes endroits — condamna l'opération fin septembre 1954 : un des opérateurs du SDECE évoqua même une « raison élémentaire de sécurité »⁶⁹.

« Élémentaire » certainement en raison de l'action des services adversaires. Quel que fut leur moyen d'infiltration au-delà du « rideau de fer », les missionnaires du SIS, de la CIA et du SDECE, voire de l'OG et du MUS, ne disposèrent pas de beaucoup de chance d'échapper à une arrestation. Les camps de personnes déplacées, d'Autriche, d'Allemagne et d'Italie étaient infiltrés d'agents des pays d'Europe centrale et orientale. Des unités de contre-espionnage, forcément communautaires, à l'instar de celles de l'OUN à Munich⁷⁰, tentèrent d'empêcher les fuites, en vain. En outre, des trahisons, comme celle de Heinz Felfé⁷¹, concernant l'OG dans la Baltique, ou résultant d'infiltrations au sein des communautés émigrées, telle « capsule 50 » à l'été 1953 qui pénétra jusqu'à le paralyser le

⁶¹ Benjamin Tromly, « The Making of a Myth: The National Labor Alliance, Russian Émigrés, and Cold War Intelligence Activities », *Journal of Cold War Studies*, 2016, vol. 18, n° 1, p. 80-111, et « Émigré Politics and the Cold War: The National Labor Alliance (NTS), United States Intelligence Agencies and Post-War Europe », *Contemporary European History* (2019), p. 1-16

⁶² FOIA CIA, AESAURUS AENOBLE, VOL. 3_0042, Project Outline, 1^{er} juillet 1955.

⁶³ *Ibid.*, 2_0002, Rositzke à Bross, 7 janvier 1953.

⁶⁴ FOIA CIA, AERODYNAMIC VOL. 2_0030, mémoire pour Steward, 22 juin 1955 ; AERODYNAMIC Vol. 15 (Operations)_008, questionnaire, 30 juin 1957 ; AERODYNAMIC Vol. 1_0062, mémoire, 25 février 1952 ; AERODYNAMIC Vol. 2_0022, mémoire pour Steward, 14 décembre 1954.

⁶⁵ *Ibid.*, SCHULMEISTER, OTTO_0004, extrait, 5 août 1949 ; RADESCU, NICOLAE_VOL. 2_0121, 7 septembre 1949.

⁶⁶ Roger Faligot, Pascal Krop, *La Piscine. Les services secrets français 1944-1984*, Paris, Seuil, 1985, p. 99.

⁶⁷ FOIA CIA, ZAKO, ANDREAS_0028 et 0030, notes, 21 et 28 mars 1952.

⁶⁸ Roger Faligot, Pascal Krop, *op. cit.*, p. 100-104.

⁶⁹ Chaumien à Bertrand, 13 septembre 1954, citée in Roger Faligot, Jean Guisnel, Rémi Kauffer, *op. cit.*, p. 128.

⁷⁰ Grzegorz Rossolinski, *Stepan Bandera. The Life and Afterlife of a Ukrainian Nationalist : Fascism, Genocide, and Cult*, Stuttgart, ididem-Verlag, 2014, p. 325-326, citant notamment les rapports de la police criminelle tirées des Staatsarchiv de Munich. Cf. Stephan Dorril, *op. cit.*, p. 234-235.

⁷¹ Markus Wolf (avec Anne McElvoy), *Memoirs of a Spymaster*, Londres, Pimlico, 1998, p. 51.

programme de la CIA avec le NTS⁷², ou ce Berlinois de l'Est tamponnant un Ukrainien de Munich⁷³. Il travaillait assurément pour ce *Kolberg Ring*, composé d'anciens officiers prussiens et polonais, qui pénétrèrent les structures alliées en Allemagne entre 1948 et mai 1952. Mais l'élément déterminant fut l'infiltration par les polices d'Europe centrale et orientale des mouvements d'opposants, notamment en Hongrie. À partir de 1953-1954, le Rideau de fer fut plus difficile à franchir. Les services spéciaux formés par les Soviétiques se montrèrent plus actifs. Jusque là, s'ils devaient agir à l'étranger, ils le firent par des moyens séditieux, comme l'*Uprava državne sigurnosti* (Administration de sécurité de l'État) yougoslave à Milan entre septembre et décembre 1947⁷⁴. Par la suite, lesdits services se lancèrent dans des missions plus abouties, comme les assassinats et les enlèvements de responsables de la résistance⁷⁵. La *Státní Bezpečnost* (Sécurité d'État) tchécoslovaque fut celle qui poussa le plus loin en organisant un attentat à Strasbourg, en mars 1954, message que les autorités françaises reçurent puisque le général Kudláček fut invité à se rendre aux États-Unis.

Plus généralement, le programme « *Liberation* » achoppa sur les conditions de mise en place des régimes soviétisés, dès 1944 en Pologne, en Ukraine et dans les pays baltes. Aux mouvements de population décidés par les nouveaux maîtres de cet espace européen captif, pour couper court à toute résistance, s'ajouta une suspicion naturelle des nouveaux habitants qui contribuèrent simplement au relatif échec de ces missions de renseignement, première étape du programme « *Liberation* ». Relatif, car même si des données totales chiffrées manquent⁷⁶, les morts furent marginales (13 %) et les arrestations, plus nombreuses, ne furent pas une fatalité. Elles permirent à la CIA et au SIS, éventuellement au SDECE, de cartographier l'appareil sécuritaire de l'adversaire. Certains réussirent même à se faire légaliser et interrompirent leur collaboration avec le SIS et la CIA. Jusqu'à ce que ces derniers ne les réveillent...

Le 27 décembre 1952, la révélation par Radio Varsovie que l'organe soutenu par le SIS, *Wolność i Niezawisłość* (Liberté et Indépendance) était manipulé depuis 1948 par les *Urzędy Bezpieczeństwa Publicznego* [Bureaux de sécurité publique]⁷⁷. Cette révélation douça les derniers espoirs britanniques d'une réussite du programme « *Liberation* ». Depuis février 1950, Menzies prenait ses distances en proposant de lui substituer une approche en « piqûre » pour mieux cibler les vulnérabilités soviétiques et agir sur les esprits⁷⁸. La CIA mit plus de temps à mettre fin à ses opérations d'infiltration au-delà du Rideau de fer, certainement parce qu'elle travaillait en parallèle à d'autres solutions, techniques, de reconnaissance aérienne⁷⁹ :

« Peu ou pas de sensibilisation de la population soviétique aux activités actuelles des groupes d'émigrés. (...) Bien qu'une certaine dissidence existe à presque tous les niveaux de la société soviétique, le régime a réussi à établir une autorité si omniprésente que le peuple est obligé de consacrer ses énergies à faire face au système plutôt qu'à concevoir une solution alternative ou à prendre des mesures pour parvenir à une telle solution. Une résistance étendue, comme celle qui s'est produite dans les territoires nouvellement acquis après la fin de la Seconde Guerre mondiale, avait pratiquement cessé d'exister en 1950. »⁸⁰

⁷² FOIA CIA, AESAURUS AENOBLE, VOL. 2_0026, note, 25 septembre 1953.

⁷³ Harry Rositzke, *The CIA's Secret Operations*, New-York, reader's Digest Press, 1977, p. 33.

⁷⁴ Cf. Emanuele Bernardi, « La Democrazia cristiana e la guerra fredda: una selezione di documenti inediti (1947-1950) », *Ventunesimo Secolo*, juillet 2006, Vol. 5, No. 10, p. 127-137.

⁷⁵ Paul Gorka, *Budapest Betrayed*, Wembley, Oak Tree Books, 1986, p. 77-78 ; Cristian Troncotă, Florin Constantiniu, Ion Cristoiu, *Istoria serviciilor secrete românești. De la Cuza la Ceaușescu* [L'histoire des services secrets roumains. De Cuza à Ceaușescu], Bucarest, Editura "Ion Cristoiu", 1999, p. 461-462.

⁷⁶ À ce jour, les seules archives opérationnelles sont celles de la CIA, auxquelles on peut ajouter les données relevées dans différentes publications communistes de l'époque, à commencer par Alain Guérin, *Les commandos de la Guerre froide*, Paris, Julliard, 1969.

⁷⁷ Rafał Wnuk, « Polska konspiracja antysowiecka na Kresach Wschodnich II RP w latach [Le mouvement clandestin antisoviétique polonais dans les régions frontalières orientales de la deuxième République polonaise en]1939-1941 i 1944-1952 », Krzysztof Jasiewicz [et al.], *Tygiel narodów : stosunki społeczne i etniczne na dawnych ziemiach wschodnich Rzeczypospolitej* [Le creuset des nations: les relations sociales et ethniques dans les anciens territoires orientaux de la République de Pologne], 1939-1953, Varsovie/Londres, Instytut Studiów Politycznych PAN-Rytm/Polonia Aid Foundation Trust, 2002, p. 157-251.

⁷⁸ TNA, CAB 134/4, AC(O)(50)4th Meeting, Minutes, 15 février 1950. Cf. Rory Cormac, « The Pinprick Approach », *Journal of Cold War Studies*, 2014, Vol. 16, No. 3, p. 5-28

⁷⁹ Gregory W. Pedlow, Donald E. Welzenbach, *The Central Intelligence Agency and Overhead Reconnaissance: The U-2 and Oxcart Programs, 1954-1974*, Washington, Central Intelligence Agency, 1992.

⁸⁰ National Archives and Record Administration, RG 263, NIE 10-55, « Anti-Communist Resistance in the Sino-Soviet Bloc », 12 avril 1955.

Autrement dit, les raisons qui présidèrent à la mise en place du programme « *Liberation* », c'est-à-dire à l'utilisation d'émigrés pour poursuivre l'effort de la Seconde Guerre mondiale contre l'adversaire soviétique, étaient déjà périmées. Cette faille du renseignement était à mettre en regard avec le besoin des services de renseignement d'Europe captive de s'assurer le soutien américain, celui qui venait de permettre la libération de l'Europe de l'Ouest. Le SIS et le SDECE, mais plus encore la CIA qui chercha à théoriser ce mouvement naturel de libération de l'Europe continentale, furent l'objet d'une désinformation, consciente ou induite, de la part de leurs sources. Entre 1950 et 1954, les trois services abandonnèrent tout espoir de réaliser leur espérance d'annihiler la mainmise soviétique sur l'Europe captive. Du point de vue du renseignement, l'utilisation de la technique permit aux services occidentaux de se détacher des sources initiales. D'un point de vue opérationnel, ils optèrent pour une approche idéologique, fondée sur la propagande.

Ils ne firent que répondre aux attaques soviétiques en la matière. Mais cet adversaire fut plus pernicieux que ne le fut le nazi. Il parvint à imposer l'idée que la CIA, son ennemi principal, mais aussi le SIS et le SDECE, employèrent des criminels de guerre fasciste et recoururent à des collaborateurs nazis. Une accusation aisée à mettre en place, mais qui perdit depuis la disparition de l'Union soviétique grâce à une exploitation erronée des archives de l'OSS et de la CIA, pourtant à manier avec précaution pour ces premières années de la Guerre froide, en raison des manipulations dont l'Agence américaine prit conscience en 1951. Elle perdit également grâce à l'action de la CIA, mais également d'autres opérateurs, qui ont continué jusqu'à aujourd'hui à utiliser des émigrés dans leur conduite opérationnelle, aussi bien en Iran et à Cuba, dans l'immédiate suite des opérations européennes et avant l'Amérique latine, que depuis le Koweït, après la fin de la Guerre froide. Avec toujours les mêmes médiocres résultats du point du renseignement : une absence de représentativité des structures émigrées et une inexistence opérationnelle sur le terrain.